

<https://www.collectiflieuxcommuns.fr/?491-retours-de-tunisie>



Retours de Tunisie

- Nos textes - Analyses -



Date de mise en ligne : dimanche 15 mai 2011

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte fait partie de la brochure n°17bis Â« Les soulèvements arabes face au vide occidental - l'exemple tunisien Â», seconde partie.

Elle est en vente pour 2Euros [dans nos librairies](#). Son achat permet notre auto-financement et constitue un soutien aux librairies indépendantes (vous pouvez également [nous aider à la diffusion](#)).

Il est également possible de la télécharger [dans la rubrique brochures](#).

[index.php?action=image_responsive&img=IMG/jpg/vignette - SoulevementsArabesSecondePartie-2-2.jpg&taille=100&1621970016](#)

La brochure est constituée des documents suivants :

- [Compte-rendu de voyage](#)
 - Retours de Tunisie, ci-dessous
 - [Quatrième de couverture](#)
-

Ces brochures n°17 & 17bis ont donné lieu à [une réunion publique dont le compte-rendu est ici](#)

Depuis quatre mois, beaucoup de choses ont été dites sur les « révo-lutions arabes », mais bien peu peuvent nourrir un projet explicitement révolu-tionnaire. Ce dernier, pour nous, ne vise pas une permutation des possess-eurs du pouvoir, mais un bouleversement radical de son exercice par l'instaurat-ion d'une démocratie directe où les peuples établissent une véri-table sphère publique. Cette autonomie collective, rigoureusement insépa-rable de l'émancipation individuelle, plonge loin ses racines dans l'histoire et nous semble seule capable d'éclairer l'avenir sombre qui est le nôtre. Pour nous, et pour tous ceux qui y travaillent, les grandes joies politiques sont rares : l'insurrection du peuple tunisien, la fuite grotesque de son Père Ubu et la quête de liberté de tout un pays en fut une, authentique, décuplée par les multiples liens, bien plus que politiques, qui nous unissent depuis des années à l'*Ifriqiya*. Mais cet enthousiasme pour la liberté conquise, par-tagé par le plus grand nombre, à moins qu'il ne soit de convenance, ne semble pas mériter plus que des applaudissements de la part de nos grands esprits contemporains.

Il y a le discours dominant, qui est malheureusement très loin de n'être que celui d'une minorité, qui ne veut voir dans ces événements qu'une vali-dation de plus de l'excellence du modèle pseudo-démocratique occidental, certes toujours à parfaire et surtout sur les bords. Celui-ci se résumant d'ailleurs sans reste dans l'instauration d'un marché électoral, soit la légit-i-mation d'un État garant des jouissances de sa population couplée à une sé-rie de droits, réels, protégeant l'individu, certes de moins en moins, contre les tendances totalitaires qui sourdent aujourd'hui de partout. Et il y a les discours « rebelles », non moins idéologiques magnifiant la révolte pour el-le-même, tantôt pour n'y rien comprendre et ne rien en faire, tantôt à l'in-verse pour encenser les appareils bureaucratiques qui en gèrent les suites, tantôt enfin pour halluciner un énième « sujet révolutionnaire » qui, quoi qu'il fasse, ne pourra que réaliser les promesses déçues du XXe siècle. Toutes ces positions sont, sur bien des plans, bien moins contradictoires qu'elles n'y paraissent. Leur fonction commune, loin de tenter d'appréhen-der les dynamiques de l'histoire contemporaine, serait plutôt de se tenir à distance d'une réalité confusément perçue, à raison, comme ambivalente et paradoxale.

Il y aurait, il y a, à affirmer au contraire un certain nombre de principes, parmi lesquels celui qui a été recouvert par

des torrents d'encre, de sang et de bave, qui proclame que ce sont les hommes qui font leur histoire. Belle découverte ! entend-t-on immédiatement de la bouche de celui qui, simul-tanément, invoque pour parler du monde, au choix : la Fatalité, le Capital, la Nature Humaine, l'Impérialisme ou la Race, l'Amérique ou les Sionistes, plus rarement la Raison, la Technique, ou bien encore la Lutte des Classes, paraît-il récemment redécouverte... Loin de ces Dieux de saison qui condamnent aux délices de la plainte, nous comprenons les soulèvements du Maghreb comme la volonté de ces peuples de s'affirmer comme sujets. Comme sujets, c'est-à-dire auteurs de leurs vies, susceptibles de briser à la fois le joug du tyran ou celui du destin comme de s'y soumettre, et capables d'impulser un vaste mouvement d'émancipation - comme d'échouer. Parler de, et à, celui qui se veut libre, n'est pas assigner une place, inférieure ou supérieure ; c'est tenter une interrogation commune visant la vérité quant à ce qui est, et surtout sur ce qu'il pourrait y avoir, avec comme seule bous-sole la certitude éprouvée que la liberté de penser et d'agir de quelques-uns commence là où commence celle des autres. Et il s'agit moins d'échanges « entre les cultures », celles-ci étant ravagées sur les deux rives, que de dia-logues possibles autour d'un projet d'émancipation déchiqueté aujourd'hui par les barbaries archaïques comme post-modernes.

Cette condition d'égaux, d'hommes et de femmes libres, nous semble la seule position habitable pour que la compréhension, la propagation et l'is-sue des révoltes en cours soit un affrontement aux enjeux de l'époque, et non l'accompagnement mécanique des crises dorénavant planétaire que l'humanité traverse depuis des décennies et qui, en s'amplifiant, multiplie-ront les troubles de tout ordre (1).

En se soulevant héroïquement contre leurs propres despotes, les peuples dits « arabes », qu'ils le veuillent ou non, brisent les discours convenus d'où qu'ils viennent ; ceux des oligarques locaux et mondialisés qui n'en font qu'un bétail à mater, génétiquement fanatique, bon à produire et à se repro-duire pour des intérêts qui ne seront jamais les leurs - comme ceux des dé-magogues qui n'en veulent qu'affublés du masque de l'exilé perpétuel d'un âge d'or ou d'une terre idéale, éternelles victimes impuissantes de l'Histoire injuste, exaltant jusqu'à la nausée la figure du Palestinien, qui, de son côté, n'en peut mais. Dans l'avion qui emportait Ben Ali vers La Mecque, s'éloi-gnaient ces postures infantilisantes qui structuraient les rapports géopoli-tiques aussi bien que les existences individuelles de part et d'autre de la Méditerranée. Mais ces mélopées ne sont pas dissipées : lutter pour que vive et se répande la responsabilité collective face aux désastres en cours ici, là-bas comme ailleurs, est le but de ce texte et du voyage qui en est à l'origine. Que ces efforts soient infinitésimaux face aux fléaux qui la-bourent les quatre coins de la planète n'implique pas qu'ils soient insigni-fiants - à moins de postuler que, d'une région du monde ou d'une zone du cerveau, la messe ne soit dite, définitivement.

I - Questions autour du soulèvement

Ce n'est certainement pas à nous de faire le récit du soulèvement tuni-sien, de l'héroïsme incroyable et simple des gens ordinaires dont nous fai-saient part nos interlocuteurs, avec la réserve désarmante de ceux qui font l'Histoire. Plus qu'une fresque d'ailleurs, dont les principaux traits semblent être aujourd'hui connus, c'est d'une analyse dont nous aurions besoin, qui renseignerait sur les permanences et les transformations de l'imaginaire qui font corps avec l'événement. Nous ne pouvons ici qu'en esquisser certains aspects qui nous semblent fondamentaux et largement ignorés.

Le contexte

D'abord le contexte général et local, et les signes avant-coureurs. Pas plus qu'il n'est possible de réduire le déclenchement de l'insurrection à des déterminations matérielles qui refuseraient à l'histoire humaine ses capaci-tés

de création ex nihilo, à partir de rien, il est tout aussi absurde d'en faire la manifestation inexplicable d'un esprit céleste s'incarnant cum nihilo, avec rien. Il ne s'agit pas de chercher à réduire le phénomène mais au contraire à se tenir en ce lieu pro-prement humain où les liens de causes à effets se nouent dans l'imaginaire collectif des peuples agissants.

Au niveau le plus global, il est difficile de faire l'impasse sur la balance infernale depuis trois ans entre la crise dite économique, qui semble clore la période de latence commencée en 1973, et l'augmentation structurelle du prix des matières premières, particulièrement du pétrole, qui place le mode de développement mondial devant une impasse historique. A cela s'ajoute un troisième élément, non moins lourd, indirectement relié aux précédents, et étrangement ignoré : le déclin de la production agricole mondiale, qui a provoquée une flambée des prix au mois de décembre, particulièrement sensible dans les pays les moins riches et dépendant des importations comme ceux du Maghreb. Dernière tendance importante, le paroxysme de la poussée démographique qui a doublé en une génération la population de nombre de pays arabes et / ou musulmans (Iran), aujourd'hui peuplés d'une jeunesse aimantée par des promesses occidentales qui ne seront pas tenues. Nous y reviendrons à la fin de ce texte.

A un niveau plus régional, sans doute l'évolution de ce qu'on nomme pu-diquement « la politique franco-africaine » face aux ambitions américaines et chinoises a-t-elle joué, et d'autant plus avec les options diplomatiques catastrophiques prises depuis une dizaine d'années. Il y avait évidemment le changement de discours de la diplomatie américaine (depuis le discours du Caire - sans parler des « révélations » de WikiLeaks) et la stratégie in-telligente d'une partie de la bourgeoisie du Golfe, que la chaîne Al Jazeera rend particulièrement efficace (la chaîne à l'islamisme rampant diffuse depuis janvier des clips à la gloire des soulèvements, qu'on peut sans peine qualifier d'appels à l'insurrection). L'un comme l'autre accélèrent l'usure d'un Ben Ali qui ne remplissait rien de moins qu'un cinquième mandat pré-sidentiel, salué, contrairement aux précédents, sans aucun enthousiasme par les chancelleries occidentales.

Quant à la Tunisie elle-même, le long et violent mouvement du bassin minier de Gafsa de janvier à juin 2008 avait montré à qui voulait l'entendre qu'il était possible de se soulever massivement et efficacement contre la corruption du pouvoir, que celui-ci était prêt à user de tous les moyens répressifs pour réduire une contestation que le seul syndicat autorisé, l'UGTT (Union générale des Travailleurs tunisiens), minimisait, isolait et sabotait à loisir. C'est à partir de cette région frondeuse, foyer de la lutte anti-coloniale puis bastion syndical historique, que les formes de protestation ont alors été réappropriées (émeutes, occupation, auto-organisation, sit-in...). C'est également là et à cette occasion que s'était formé le premier collectif de « chômeurs diplômés », qui ont joué le rôle que l'on connaît dans les mouvements de décembre - et que l'UGTT avait toujours refusé de reconnaître. On sait enfin par ailleurs que depuis quelques années, les supporters de clubs de football surmontaient leurs rivalités pour s'allier face aux Brigades de l'Ordre Public (équivalent des CRS) à la fin des matches, et que, de leur côté, les contestations des collégiens, lycéens et étudiants se multipliaient. Enfin, l'année 2010 posait clairement la question de la succession d'un Ben Ali vieillissant, et les officines politiciennes grouillaient, déjà, de courageuses ambitions. Les discussions de rue, quant à elles, semblaient dès l'automne changer de tonalité en défiant cette peur viscérale qui devait voler en éclat quelques mois plus tard.

Internet et « réseaux sociaux »

Il y aurait ensuite à évaluer sérieusement le rôle attribué à Internet, monté en épingle partout, y compris sur les murs des villes du pays (« Merci Facebook »). Cette curieuse insistance technophile, sinon technolâtre, n'est qu'un remake de la « révolution Twitter » déjà servie à l'occasion des manifestations iraniennes de 2009. Elle semble avant tout tenter de rabattre les ressources imaginaires d'un peuple en marche sur la rassurante rationalité technique. On voit ici, in vivo, comment le fantasme de maîtrise rationnelle communs aux univers capitaliste comme marxiste, tente perpétuellement de réduire la part non-rationnelle de l'animal humain.

Personne ne semble s'être posé la question : en quoi l'utilisation de ces réseaux informatisés aurait-il rendu le soulèvement tunisien fondamentalement incomparable à celui, non moins important, de la Grèce en 1973 ? Ou celui de l'Espagne en 1936 ? Ou encore celui des Canuts de Lyon de 1831 ? On peut certes attacher à chaque épisode insurrectionnel ou révolutionnaire l'utilisation d'une technique de communication particulière (la presse, le télé-phoné, etc.), et encore, mais en quoi cette utilisation sert-elle à autre chose qu'à contrer l'adversaire qui en use également ? Facebook, à notre connaissance, n'a en rien, et ne permet toujours en rien aux Tunisiens d'avoir une information sûre ou des analyses appuyées : les rumeurs ou fausses informations se propagent sans doute plus vite, remplacées plus vite par d'autres, les manipulations et noyautages ne sont en rien évitées et se démultiplient, etc., etc. « ADSL », « bouche-à-oreille » ou « téléphone arabe », c'est le lot de tout mouvement qui renverse l'ordre établi, et le dépassement de la confusion ne dépend que des volontés d'éclaircissement, des capacités d'imagination et de fraternisation des insurgés eux-mêmes... Bien sûr, la diffusion de films vidéo captés par les manifestants change aujourd'hui du tout-au-tout l'issue d'une révolte : ce n'est que le signe, mille fois vérifié, que notre société mondiale est devenue celle de l'image et que rien n'existe tant qu'il n'a pas été montré sur un écran. La solidarité internationale populaire en est-elle plus massive que, par exemple, lors de la commune de Paris de 1871 ? La réponse est évidente : la Première Internationale date du XIXe siècle et recouvrait une réalité populaire, à l'antipode des forums mondains altermondialistes.

Ces remarques aboutissent à la question la plus fondamentale, et bien trop complexe pour être vraiment discutée ici (2), qui est celle de l'enchâssement de la technique, jamais neutre ni subversive en soi, dans une société, a fortiori si celle-ci est étrangère à l'invention. Notons seulement ici qu'il s'agit nettement d'un processus d'importation global d'un type de société et, pour ce cas-là, d'abord de l'idéologie qu'on pourrait ici rapidement qualifier de « connexionniste », faite d'isolement profond, d'immédiateté hystérique, de désengagement systématique et de conformisme affiché, qui participe et accompagne grandement l'assèchement social et politique des pays « avancés ».

Derrière cette apologie des technologies occidentales, qui prend quel-quefois des proportions délirantes, plusieurs éléments majeurs semblent ainsi passer, et à dessein, à la trappe.

D'abord le fait que le soulèvement populaire tunisien est bien une ré-volte humaine comme l'histoire en regorge, et que la quête de la dignité et de la liberté se paye de l'affrontement à la mortalité, et bien entendu à cette mort réelle que les sociétés de consommation et du divertissement font oublier par tous les moyens. Les Tunisiens voyaient leur soeur, leur ami, leur fils, abattu d'un coup de silencieux à leurs côtés - et redescendaient dans la rue le lendemain ! Il est symptomatique qu'à ce refoulé par excellence soit opposé le fantasme déiste d'omnipotence et d'omniprésence dont les réseaux numériques sont investis...

Ensuite, et dans le même ordre d'idée, aucune société, et a fortiori aucune insurrection, n'est constituée d'individus atomisés ponctuellement in-ter-connectés pour échanger des octets. Ce qui est ainsi plaqué sur la réalité tunisienne, c'est le réel des sociétés dites « développées », c'est-à-dire rava-gées par les délires pseudo-libéraux qui détruisent pratiquement toute épaisseur sociale, la relation humaine se devant dorénavant de passer sous les fourches caudines d'une connexion haut débit. Mais la réalité des pays « arriérés » est tout autre : ici demeure, et d'autant plus que le pays est pe-tit, une vie sociale dense comme l'humanité en a toujours connu depuis sa naissance et aujourd'hui littéralement inconcevable pour un esprit éduqué dans les métropoles européennes. Loin des charabias « anti-identitaires », l'individu ici grandit au sein d'une langue vivante, d'un quartier habité et d'un peuple bouillonnant - pardonnez, Tunisiens, ces pléonasmes incom-préhensibles - : c'est bien de cet enracinement dans un collectif d'autant plus anonyme qu'on en connaît les multiples prénoms qu'est surgie la co-lère et l'indignité, certainement pas de stimuli électroniques. On nous dira qu'il est bien prétentieux de vouloir contredire ce que certains jeunes insurgés disent d'eux-mêmes (à qui ?) ; reste qu'il est strictement impossible, et encore aujourd'hui, de comprendre quoi que ce soit à Mai 68 à partir du verbiage marxisant des étudiants d'alors.

Enfin, cette idéologie des réseaux informatisés, en masquant le dépérissement des relations sociales

proportionnellement au « degré de développem-ent », en occulte tout simplement les acteurs principaux : le soulève-ment tunisien est né bien loin de la belle avenue Bourguiba de la capitale, dans les souks pauvres des villes moyenne, au coeur de la cam-pagne délaissée des provinces dites « de l'intérieur ». La « virtualisation » de la trainée de poudre évince commodément la colère, la souffrance, le doute vécu pen-dant un mois pour le travail, la dignité et la liberté derrière l'image d'un mouvement unique, urbain, bourgeois, francophone, propre, ensoleillé et victorieux incarné par des interlocuteurs ventrus et « mo-dernes » aux pro-pos solubles dans les manoeuvres politiques et les anti-chambres diplo-matiques : invest in democracy... Les revendications pour le travail et la di-gnité, passées à la moulinette internet, deviennent des poli-tiques visant la transparence d'un pouvoir désormais organisé en réseau (3)...

Ressorts et transformation du mouvement

Il y aurait, justement, à serrer au plus près cette évolution et ses méca-nismes qui transformèrent une émeute provinciale en soulèvement natio-nal. Travail difficile, dont nous ne pouvons, ici encore, qu'esquisser quelques pistes, et notamment le sinueux parcours des slogans des cortèges qui répondaient aux matraques, aux gaz, aux balles. Les premiers slogans de Sidi Bouzid, Kasserine, Kairouan, à partir du 19 décembre affirmaient les valeurs générales du travail, de la dignité et de la liberté, (« Le travail c'est un droit bande de voleurs ! » ; « Travail, Dignité, Liberté hu-main ! ») et, avec le renforcement de la répression et les premiers morts, les slogans et insultes devinrent anti-flics (« On a le droit de manifes-ter ! » ; « Gaz, cartouches, les Tunisiens n'ont jamais peur ! »). Les sui-vants invoquèrent les valeurs propre au petites gens, comme la nation (« Travail, Liberté, Dignité nationale ! » ; « Dignité nationale ! »), puis la terre et puis le peuple, qui identifient la communauté contre les profiteurs, les opportunistes, les dominants (« Les fils de paysans / du peuple sont plus forts que toi, bourreau ! » ; « La Tunisie n'accepte pas les traîtres ! »). L'élargissement des mots d'ordre visait à éviter l'isolement qui fut fatal aux insurgés de Gafsa en 2008 en sommant chacun de se prononcer quant à sa position et toucha les classes moyennes début janvier, en culminant à Sfax le 12 janvier, où, comme disent certains, « l'argent a bougé », les patrons poussant leurs employés dans la lutte. Accompagnés par la répression mas-sivement meurtrière de début janvier, les slogans explicitement anti-gou-vernementaux se généralisèrent (« Ministère de l'intérieur, ministère terro-riste ! », « RCD (4) bourreau ! »), pour se focaliser dans la capitale sur le dictateur et sa clique (« Pain et eau, Ben Ali non ! » ; « Les cartouches sont bien réelles, la coiffeuse [Leïla Trabelsi était coiffeuse avant d'épouser Ben Ali] est à Dubaï ! ») et finir par le retentissant - et en français - « Dé-gage ! ». Cette énumération rapide n'est pas ethnographique, et né-glige les actes, toujours en avance sur leurs revendications : mais elle per-met de res-tituer rapidement l'ampleur du mouvement initial, de sentir l'in-telligence tactique de la parole populaire et aussi de mesurer sa réduction, sa simplifi-cation au fil de sa propagation. Accessoirement elle met l'accent sur les valeurs positives pour lesquelles des gens sont prêts à mourir et sur la communauté agissante qui les incarne et se définit par elles, à partir des-quelles, et à partir des-quelles seulement, il est possible de lutter.

Pareillement, il y aurait également à casser le mythe ambigu d'une ré-volte homogène et totalement spontanée d'un peuple en fusion en détermi-nant le rôle joué par, notamment, deux sous-groupes ; les militants syndi-caux de terrain et les supporters de football. On sait que la hiérarchie de l'UGTT regarda ailleurs jusqu'au 14 janvier et que tous les groupuscules gauchistes coururent derrière le soulèvement. On sait moins que beaucoup de militants de base et autres politisés, encartés ou non, ceux qui n'ont pas besoin de se réclamer du peuple puisqu'ils en font partie, accompagnèrent le mouvement depuis sa naissance, tirant toutes les leçons de l'épisode de Gafsa, utilisant les locaux du syndicat unique pour légitimer le départ des manifestations, les ouvrant aux insurgés matraqués ou recherchés (5), dénon-çant les infiltrations des flics, mouchards, provocateurs et traîtres déjà connus, reformulant, enrichissant les slogans en y adjoignant ceux des dé-cennies passées, désamorçant les tactiques policières, activant leurs ré-seaux dans les villes alentour, etc. De la même manière, il semble clair que les supporters des équipes de football, qui recrutent dans les classes et les faubourgs les plus pauvres, aient rapidement mis leurs savoir-faire collec-tifs en matière d'affrontement avec la police au service des insurgés - y compris à la sortie de matches, comme à Sousse le 9 janvier, où ils rejoin-gnèrent un cortège d'étudiants. Leur haine anti-flic était déjà un signe de re-connaissance sur les murs des villes (« ACAB » : All Cops are Bastards) et les clubs ne constituait jamais une sphère indépendante des milieux plus politisés, certains en constituant même l'antichambre, comme celui de Tu-nis.

Le ralliement des faubourgs de la capitale à partir du 10 fut déterminant, et les manifestants eurent l'intelligence de ne jamais faire porter les affrontements avec les forces de l'Etat sur le terrain militaire : sans doute l'efficacité « artisanale » et toujours improvisée de certains permit alors de ne pas entrer dans une violente escalade, toujours possible.

Sans doute toutes ces alliances, dont celle des milieux aisés (avocats, médecins, artistes...) y compris celle absolument déterminante de l'institution militaire, et ces partages d'expériences pratiques ne sont-ils que la définition même de la situation insurrectionnelle, moment où une cause commune prend le pas sur les divisions instituées ; mais la sociabilité héritée, cette solidarité inconditionnelle qui imprègne encore une grande part du peuple dans ces régions incomplètement anesthésiées par le « progrès », n'avait pas auparavant rendu la chose complètement impensable. A l'opposé, chaque mobilisation en France, fût-elle d'ampleur, permet de vérifier le contraire ; on se demande bien quelle « cause commune » serait capable, sans éclatement immédiat, de fédérer un pays où la concurrence généralisée tend à rendre suspecte toute valeur un tant soit peu collective. Sans doute faudrait-il également évoquer ici les résonances d'avec l'épisode fondateur de l'indépendance tunisienne de 1956, où le peuple s'est retrouvé, même si c'était contre l'étranger et pour se ranger rapidement derrière une figure emblématique (tandis que celui de 1968 en France ne bénéficie que d'un héritage ambivalent que personne ne semble vouloir regarder en face (6)). C'est de là que, en contradiction avec toutes les théories marxisantes, l'imaginaire national tunisien tire sa force, n'ayant de surcroît jamais dégénéré en nationalisme meurtrier. C'est alors tout naturellement que l'identité collective portée par l'insurrection s'incarne aujourd'hui spontanément dans le drapeau du pays, expression simple d'un regain de sentiment communautaire national qui passe par la langue ou la musique.

II - L'auto-organisation

Si le terme de révolution est évidemment inadéquat pour qualifier les événements tunisiens et égyptiens, la raison d'un tel choix renseigne utilement sur le projet sous-jacent, souvent lugubre, de celui qui le fait. En ce qui nous concerne, et tenant en cela à un courant politique tenu qui voit dans la révolution hongroise de 1956 la dernière expérience à grande échelle (7) d'un projet d'autonomie pluriséculaire, la Tunisie (pas plus que, à notre connaissance, l'Égypte) n'a pas connu de révolution parce qu'il n'y a pas eu d'auto-organisation du peuple remettant en question la structure et le fonctionnement de la société dans son ensemble. Il n'y a pas eu de création d'organes autonomes où les gens visent et pratiquent une autogestion des quartiers, des entreprises, des administrations, des écoles, de la défense, bref, un auto-gouvernement prétendant à la gestion du pays entier, qu'on appelle aussi démocratie, dont le qualificatif de « directe » fait oublier la radicalité. On peut le déplorer, ou s'en féliciter, mais lorsque le peuple tunisien reprend à son compte le terme de « révolution », il entend par là le soulèvement populaire qui a mis fin au règne du « tyran », en escomptant que les pratiques qu'il symbolisait disparaîtront bientôt. Il n'y a pas là-dessus à se raconter des histoires que les premiers concernés tiennent, à raison, pour de dangereuses mystifications, toujours préludes aux manipulations démagogiques.

Les comités de défense

La fuite grotesque du « lâche », comme le désignent aujourd'hui les Tunisiens, au soir du 14 janvier a été la décapitation de ce super-État policier, dont le corps disloqué a alors répandu ses métastases dans tout le pays : flics, garde présidentielle, mouchards, militants du RCD, caïds locaux et autre relai du pouvoir ont tenté une stratégie du chaos. Ces dizaines de milliers d'individus, organisés en milices, entraînés, équipés et armés, ont, durant une dizaine de jours, sillonné les villes et les villages, menaçant, terrorisant, pillant une population que les appareils d'Etat (colonisateurs et autochtones) infantilisaient depuis des siècles. Durant ces dix jours, le pays s'arrêta, soumis au désordre et à la confusion, l'un alimenté par l'ouverture des prisons (une dizaine de milliers de « droits communs » auraient été libérés, certains par les gardiens qui désertaient, d'autres par des mutineries comme à Monastir), l'autre par des rumeurs évoquant l'infiltration d'escadrons libyens (8). Dès le 14 au soir, les gens se sont spontanément auto-organisés en « comités de protection des quartiers » (ou « d'auto-défense », ou « de sécurité », ou encore « de

vigilance »), s'équipant d'armes de fortune, montant des check-points et se regroupant jour et nuit en des points stratégiques pour protéger les lieux, les biens et les personnes.

La sécurité assurée par ces comités fut effective, chaque quartier remettant avec leurs armes les personnes suspectes arrêtées (flics ou simples pillards) à l'armée qui, prenant la relève de l'institution policière, tentaient de maintenir un semblant d'ordre selon les renseignements fournis par chacun. Leur activité fut coordonnée et accompagnée par le réseau Facebook, l'unique chaîne de télévision acquise au mouvement depuis le 14 au soir, et les comités des quartiers socialement plus aisés purent compter sur ceux qui l'étaient moins, les différences sociales semblant momentanément suspendues. Mais leur rôle fut également social et affectif, en servant de lieu de rencontre entre voisins, de partage des informations, de soutien moral, d'entraide matérielle : on y affrontait ensemble l'inconnu, la peur de la violence déchaînée, les rumeurs quant au comportement des islamistes, les spéculations sur les premiers signes du soulèvement égyptien... Avec le rétablissement progressif de la tranquillité publique par les militaires, et la nécessité partagée par tous d'une remise en marche des institutions (écoles, magasins, administrations, entreprises,...), les comités disparurent d'eux-mêmes peu à peu aux alentours du 20 janvier. Une enquête plus approfondie montrerait peut-être certaines résistances à ces dissolutions - nous n'en avons pas de traces. Il semble certain que dans les quartiers populaires leur influence ait demeuré plusieurs semaines après leur disparition, à l'instar de certaines délégations issues des faubourgs et venues manifester avec une banderole sur l'avenue principale de la capitale pour affirmer que « Le quartier veut sortir de l'enfer ». Il ne fait en tous cas aucun doute que de nombreuses consciences politiques s'y nourrirent, et sans doute beaucoup des mobilisations sociales ultérieures en sont la continuité.

Retour de l'ordre étatique

Peu de signes semblent donc permettre d'affirmer qu'ils aient dépassés par endroit le stade de cellules sociales élémentaires - comme, mutatis mutandis, l'ont été les quelques « rondes citoyennes » et autres rassemblements durant les émeutes de 2005 en France lorsqu'ils ne furent pas de simples manœuvres politiciennes locales. Certaines expériences semblent cependant être allées plus loin dans les provinces intérieures, comme dans la ville de Denimétir, auparavant totalement sous contrôle du pouvoir - on y disait « si tu n'as pas ta carte du RCD, il te faut un visa » - et que les cadres des instances décisionnelles ont tous déserté dès la mi-janvier. Les institutions locales auraient alors été entièrement prises en main par ses habitants, qui se seraient alors réappropriés aussi bien leur cadre de vie que le fonctionnement même de leur propres affaires, résolvant de nombreux problèmes, dont celui du chômage local. De telles expériences mériteraient d'être étudiées de près par tous ceux qui voient dans la démocratie directe autre chose qu'une source de légitimité des pouvoirs en place, c'est-à-dire la possibilité d'une véritable sphère publique capable de s'affronter aux problèmes sociaux et politiques. Mais, ici encore, il faudrait chercher à quoi le rétablissement de l'autorité de l'Etat s'est affronté. Parallèlement, il nous a été fait état de lieux où c'est la population elle-même qui s'est employée à restaurer les commissariats dégradés durant les émeutes, et nombreux sont les Tunisiens accusant les forces de police d'avoir joué la carte du laisser-faire afin de rendre leur retour désirable - ce qui s'est effectivement produit.

Mais surtout on peut se demander ce qui se serait passé si ces comités et expériences avaient refusés de disparaître pour prendre en charge le redémarrage de la vie du quartier, et prétendre à un contrôle sur l'approvisionnement, les entreprises et administrations qui la concernent. L'intervention de l'Etat n'aurait pas été particulièrement aisée : le très fort discrédit qui était le sien à l'époque (comme la suite l'a montré) ne lui aurait certainement pas permis d'envoyer sans ménagement une armée populaire représentant sa seule légitimité. Cette dernière, étant d'ailleurs tirée d'une désobéissance précoce jusqu'au plus haut niveau du commandement, et qui n'a aucune tradition de répression d'un large mouvement populaire (contrairement à l'armée française, par exemple)... Quoi qu'il en soit, les Tunisiens semblent s'être bornés en matière d'auto-organisation à ce qu'ils considéraient être leurs strictes capacités, compte tenu du contexte et de leurs désirs, en fonction de leur passé, de leur expérience sociale et historique. Ainsi l'UGTT, qui condamnait jusqu'au 14 janvier « la violence, d'où qu'elle vienne » et qui appela le 15 janvier à « la distribution des armes à la population » (ce qui aurait inévitablement conduit à

décupler le nombre de morts et à faire basculer le pays dans un véritable chaos qui au-rait amené au pouvoir les franges politiques les plus réactionnaires) apparut pour ce qu'elle est aux yeux de tous : une bureaucratie toujours du côté du manche. Il n'y eut donc aucune situation de « double pouvoir », les « comités de protection » auto-organisés n'ayant jamais prétendu politiquement à autre chose qu'à maintenir un semblant d'ordre dans le pays en attendant le rétablissement des forces de sécurité étatiques, rôle que l'armée a parfaitement rempli et d'où elle tire un surcroît de popularité.

Cette situation, au fond, n'est en rien nouvelle et rappelle de multiples cas historiques récents où les populations abolissent un régime honni sans pour autant vouloir rompre avec l'ordre mondial actuel (Cf. plus bas). La Tunisie, et l'Egypte, suivent en cela une dynamique de fond depuis des décennies, dont le seul horizon est le maintien du cadre d'une société déjà orientée vers le « modèle occidental », perçu comme le seul souhaitable. Pas plus qu'ailleurs, il n'y a ici de leçons à donner, mais bien des situations historiques à comprendre, et un simple regard renseigné sur les courants politiques, les idéologies en cours et les pratiques populaires du pays laisse à penser que cette auto-limitation découle autant d'une sagesse profonde que d'une cohérence quant aux buts plus ou moins explicites - buts que l'on peut discuter par ailleurs.

III - La continuité du mouvement : grèves, manifestations et sit-ins

Cette volonté de « retour à la normale » est clairement revendiquée par tous les Tunisiens rencontrés - y compris les gens impliqués dans les luttes actuelles, quelles qu'elles soient. Le rétablissement de l'ordre a effectivement eu lieu pleinement début mars, et semble créer une tension considérable avec les tentatives d'auto-organisation très localisées qui fleurissent depuis la mi-janvier. Des multiples contestations qu'engendrèrent le soulèvement et le départ d'« El makhroug » [« Le déchu »] pour l'Arabie saoudite, le mouvement « Dégage ! » est sans doute le seul qui fasse l'unanimité et dont la légitimité soit suffisamment importante pour passer momentanément outre cet attachement à la stabilité sociale qui imprègne profondément toutes les consciences.

Le mouvement « Dégage ! »

Il y a d'abord ces manifestations parties des provinces de « l'intérieur », les très médiatiques « caravanes de la libération », qui arrivèrent à Tunis fin janvier pour se transformer en sit-in géant devant la « Dakhilia », le siège du Premier ministre, à proximité de la Kasbah, la place forte historique. Il s'agissait d'obtenir le départ d'un gouvernement provisoire essentiellement composé d'hommes du sérail du dictateur. A cette « Kasbah » y succéda une seconde, manifestant également un réel mécontentement, mais aux composantes encore plus contradictoires, avec des résultats contrastés et une instrumentalisation incontestable par des formations politiques en quête du pouvoir, l'UGTT en particulier, ou de celles poussant au désordre, anciens RCDistes ou extrême-droite religieuse. A cette occasion, le spectre des journées noires qui suivirent le 14 janvier et qui ont fortement marqué les Tunisiens est revenu à l'esprit de beaucoup, qui rebaptisèrent spontanément ces provinces intérieures, devenues « extérieures » pour quelques jours...

Autrement plus intéressants sont les multitudes de mobilisations visant les « responsables » ayant trempé dans le « système Ben Ali » et notamment son parti, le RCD. Dans la stricte continuité de l'insurrection, les Tunisiens les chassent dans les ministères, les gouvernorats, les administrations, les entreprises, les établissements scolaires, les associations, etc. bref tous ces lieux où le pouvoir avait toujours, au strict minimum, un mouchoir. Organisés informellement et sans véritables liens entre eux, les gens montent des dossiers, dressent des listes, manifestent, font grève et lancent des campagnes (via internet) de dénonciation qui se soldent souvent, à terme, par le remplacement de l'équipe ou de la personne incriminée. Ces « mouvements "Dégage !" », dont le secrétaire général de l'UGTT fut la seconde cible immédiate, bénéficient toujours d'une grande légitimité et font l'unanimité dans la population, très consciente que « L'araignée est partie, mais [que] ses toiles demeurent »... Ce mouvement de « nettoyage » semble mené avec une prudence et une parcimonie qui surprennent de la part d'un peuple qui a vécu

vingt ans durant une oppression permanente dans toutes les sphères de la vie et qui s'immisçait souvent jusqu'à l'intérieur même des familles.

Les revendications sociales et politiques

Mais l'attitude générale devient plus problématique dès lors que les re-vendications ne suivent pas la même ligne : c'est le cas des mouvements de fond qui visent autre chose qu'à destituer un dirigeant étiqueté « RCDiste ». Le cas le plus emblématique est celui des « diplômés chômeurs », organisés, de manière totalement indépendante, en réseau au niveau national et dénonçant à la fois la corruption et l'impéritie du ministre de l'Education, mais également le mode effectif de recrutement des enseignants : le bak-chich. Occupant jour et nuit l'entrée du ministère de l'Education à Tunis sous des tentes de fortune, cette quarantaine de Bac+4 s'affrontent au silence et au mépris du gouvernement provisoire. Certes, ils bénéficient d'une sympathie générale qui s'exprime notamment dans les journaux : ces « maîtresards » [titulaires d'une maîtrise] sont immédiatement identifiés à Mohamed Bouazizi, qui en s'immolant le 17 décembre a déclenché l'insurrection. Ils symbolisent donc la déception et le désespoir des Tunisiens, à la fois en tant que jeunes (perçus comme les acteurs principaux du soulèvement et « forces vives » du pays), en tant que chômeurs (même les chiffres officiels du chômage, trafiqués, sont alarmants, et il n'existe pratiquement aucune couverture sociale) et en tant que diplômés (le système éducatif hérité de Bourguiba est une grande source de fierté). Mais le soutien de la population reste - hors proches : famille, amis, voisins - très lointain.

De manière similaire, mais bien moins visibles, les collégiens et lycéens semblent particulièrement actifs : avec des soutiens plutôt exceptionnels de la part de leurs professeurs, ils s'impliquent pleinement dans le « mouvement "Dégage" ! », en visant non seulement les proviseurs corrompus (en s'appuyant sur des dossiers par eux constitués !), mais également les professeurs dont l'enseignement autoritaire s'apparente trop au « régime déchu »... La contestation ne s'arrête pas là : les élèves, totalement auto-organisés et revendiquant un syndicat lycéen, interviennent auprès de l'administration pour imposer de multiples modifications d'emplois du temps, une meilleure répartition des salles, insistent pour changer certaines pratiques pédagogiques autoritaires et remettent en cause le contenu même de certaines matières, dont l'enseignement civique et religieux... Aux dires mêmes de professeurs, qui découvrent littéralement à cette occasion leurs élèves, beaucoup de ces transformations sont non seulement légitimes ou bienvenues, mais beaucoup étaient voulues par les enseignants qui se heurtaient à la bureaucratie locale. L'absence quasi-totale d'incidents (selon les critères français, notamment ceux du mois d'octobre 2010) et, apparemment, d'abus est absolument remarquable : c'est certes souvent le cas lors d'épisodes révolutionnaires, mais cela a aussi manifestement trait à l'absence habituelle de tension dans la rue, due à l'implication naturelle et spontanée de chacun dans la vie sociale quotidienne. Dans tous les cas, ce mouvement est certainement le plus radical de tous ceux dont nous témoignons, et son isolement quasi-total n'en est que plus navrant - ces deux traits expliquant sans doute la forte proportion de candidats à l'émigration dans leurs rangs (9).

Cet isolement est également celui des grévistes proprement dits, qui re-vendiquent « une vie normale » : augmentation de salaires (souvent dérisoires et profondément inégaux - le rapport de 2 à 3 dans la même branche n'étant pas rare), réintégration de travailleurs abusivement licenciés ou encore titularisation après quatre années de travail (soit le strict respect de la loi), etc. Depuis la mi-janvier, d'innombrables mouvements de salariés sont apparus dans tout le pays, saisissant une liberté de parole, de regroupement, de contestation jamais connue et si chèrement acquise. Pour ceux que nous avons rencontrés (salariés d'une société de transports en commun urbains, d'un journal, de grands magasins, et d'hôtellerie), la légitimité de leur mobilisation est incontestable : ils refusent l'arbitraire, la corruption et l'injustice que le peuple tunisien a combattus et combat encore. Ils luttent contre « ces petits Ben Ali » que sont ces patrons habitués à des travailleurs muselés et ligotés par le pouvoir, rendus impuissants autant par le chantage au « miracle économique tunisien » que par la répression impitoyable dont ils étaient l'objet. Népotisme, mauvais traitements, licenciements abusifs, sont monnaie courante et la répression des mouvements le sont à présent : lock-out, tentatives de corruption, licenciements de grévistes ou de délégués syndicaux, pressions diverses, interventions violentes (flics et milice privée), etc. Pour beaucoup de directions, la disparition du « clan Trabel-si » ne pouvait que signifier la fin du racket organisé par le sommet de l'Etat mais

certainement pas le respect du droit des travailleurs - la démo-cratie, c'est connu, s'arrête à la porte des entreprises, et l'égalité à l'épais-seur d'un bulletin de vote. Si ces collectifs restreints et sans aucun lien entre eux sont rendus légaux par l'UGTT (qui, moyennant sept adhé-sions, en garde le contrôle), les seules solidarités concrètes dont ils bénéficient sont celles de la famille et des voisins : le reste de la population, globale-ment, n'y voit qu'agitation vaine, voire dangereuse - et les gauchistes de tous bords ne semblent pas y voir de causes susceptibles de servir la leur...

Tendances et obstacles à l'autonomie

Le contenu de toutes ces luttes est vécu comme, et nous semble être effectivement, en continuité totale avec l'essence du soulèvement tunisien. Pour ces gens qui se vivaient des prisonniers politiques à perpétuité et qui découvrent aujourd'hui la liberté, l'ennemi n'est pas seulement Ben Ali et sa famille, tous ses affidés qui sévissent encore d'une manière ou d'une autre, ou même le RCD en tant que structure occulte de pouvoir : c'est toute hié-rarchie qui s'avère déconnectée de la réalité vécue et surtout, tendancielle-ment, toute autorité qui n'est pas contrôlée par la base. On peut voir là une preuve qu'il existe réellement en Tunisie une tendance politique et sociale qui tente de dépasser le stade purement anti-autoritaire et s'apparente à un authentique mouvement pour l'autonomie - particulièrement concernant les plus jeunes. Ces micro-mouvements innombrables semblent ainsi consti-tuer l'expression la plus aigüe et la plus élaborée - en tout cas la plus conséquente - de l'opinion tunisienne dans sa quasi-totalité, qui n'éprouve que défiance et suspicion de principe envers tout ce qui occupe et occupe-ra des fonctions officielles, le gouvernement en premier lieu, comme le montrent les mobilisations successives autour de la Kasbah. L'expression populaire le dit bien : « Le prochain sera assis sur une poêle Téfal : il n'ac-crochera pas ! ». Le grand intérêt politique d'un tel projet est de s'affran-chir de toute institution, fût-elle révolutionnaire : l'histoire des révolutions regorge de tels organes s'érigeant peu à peu en incarnation même du peuple, priant celui-ci de retourner vite à ses pénates, puis le congédiant définitivement avant de se muer en son tour en appareil répressif. Au contraire, les Tunisiens ne comptent que sur la propre dynamique du mou-vement populaire lui-même, refusant à raison qu'une minorité régnante ne s'occupent de ses propres affaires.

Mais trois éléments, également sensibles dans la rue tunisienne, semblent profondément freiner la réalisation d'un tel projet.

D'abord c'est l'isolement quasi-total dans lequel se trouvent ces petites gens qui se battent et qui contraste violemment avec la générosité extraor-dinaires que le pays vient de vivre dans une véritable union nationale spon-tanée et unanime. La population est globalement indifférente, et plus loca-lement carrément hostile à ces luttes, et le contenu des journaux reflète pour une bonne part l'opinion générale : il est courant que des manifestants soient pris pour des islamistes, ou des RCDistes, ou encore des voyous à la solde du pouvoir pour semer le désordre ou, à l'inverse, manipulée pour lé-gitimer le gouvernement... Il est vrai que les militants gauchistes qui défilent bruyamment contre la venue d'Hillary Clinton discréditent les gré-vistes, plus discrets : accusant les USA de refuser d'intervenir en Libye pour « anéantir le peuple libyen », pérorant, casquette à l'envers et lunettes de soleil sur les marches du théâtre municipal (« C'est vraiment un beau spectacle ! » disent les passants) donnent une piètre idée d'une cause poli-tique - les mêmes manifesteront quelques semaines plus tard contre « l'im-périalisme sioniste en Libye »... Les réactions de méfiance et de peur s'ex-pliquent aisément par l'habitude ancrée d'un encéphalogramme social ri-goureusement plat. Mais cette méfiance est également celle des gens qui luttent aux-même : les manifestations qui regroupent en moyenne quelques dizaines de personnes se croisent sur l'avenue Bourguiba sans même se re-garder ; des défilés passent sans s'arrêter devant les banderoles que les gré-vistes ont, après deux mois, décidés de dérouler devant leur entreprise ; et les rassemblements et sit-ins se font face, de chaque côté de la rue, sans que s'échange une seule parole... Plus frappant : a l'intérieur d'un même sec-teur d'activité, voire d'une même entreprise, aucune solidarité, ni même bienveillance n'existe. Personne ici, ne « veut faire des histoires », ni « créer d'embrouille », et chacun considère que « les autres » n'ont au fond aucune raison d'être mécontents. On entend fréquemment : « Notre lutte à nous parachève la révolution. Ce qu'on exige, on l'a mérité : on a risqué notre vie !. Dès qu'on aura gagné, ça ira mieux et il faudra effectivement reconstruire le pays »... Il faudrait vérifier les rumeurs qui parlent de vio-lences entre grévistes et chômeurs, mais il est clair que pour les seconds, faire grève est

largement indu, vu que, « les salariés, eux, au moins, ont un travail ! »...

Ensuite, et en lien avec le précédent, c'est la verticalité rigoureuse de tous ces combats : toutes ces mobilisations n'existent que dans le cadre strict de la relation avec le pouvoir en place, sans jamais rechercher d'autres appuis que l'institution en cause, censée arbitrer le conflit. S'adres-ser à la rue, aux passants, à « l'opinion publique » ou à d'autres intermé-diaires, est inenvisageable, même d'un point de vue strictement tactique : l'action et même l'existence de tous ces collectifs luttant côte-à-côte, est en-tièrement tournée vers les autorités, et même plus précisément vers les sommets des appareils bureaucratiques. Toutes ces mobilisations rencon-trées ou connues sont auto-organisées, et ce d'autant plus facilement qu'elles sont insérées dans un tissu social d'une grande densité qui ne semble pas (encore ?) se traduire en termes politiques (10) : mais elles le sont pragmatiquement pour que les demandes adressées aux instances surplom-bantes soient satisfaites. L'idée que ces regroupements puissent être eux-mêmes une source légitime de transformation de la réalité, ou même sim-plement des rapports de force, semble tout bonnement impensable - ex-ception faite sans doute des lycéens. Il n'est pas question de « créer du désordre » et encore moins de « faire de la politique » : une fois satisfaites les revendications, chacun « rentrera chez soi tranquillement, comme avant et comme tout le monde »...

Enfin, c'est justement l'absence de tentative de créer, à partir de ces re-groupements occasionnels, des organisations autonomes à visées explicite-ment politiques. La disparition des « comités de défense » formés dans l'immédiat après-insurrection trouve ici son prolongement. Toutes ces luttes, par exemple, entretiennent le même rapport totalement instrumental, désabusé et cynique vis-à-vis du syndicat UGTT, mais aucune ne s'imagine qu'il puisse être possible ou souhaitable de créer une structuration durable et / ou unitaire qui permette d'informer, d'accompagner et de coordonner tout ces mouvements selon les principes qui seraient ceux-là mêmes des gens en lutte. Quelques syndicats « autonomes » se créent, pour d'autres raisons que l'autonomie de la lutte : refus de reconnaissance par la centrale (police), préservation des privilèges (avocats),... Un deuxième grand syndi-cat vient d'être créé par des ex-dissidents de l'UGTT, la CGTT, mais la plu-part des travailleurs en lutte « préfère encore des pourris à des incon-nus »... Un gréviste nous répondait, à propos de l'inexistence de caisses de grèves qu'ici les caisses de solidarité seraient toutes calquées sur le modèle « 26 - 26 », du nom d'une célèbre « caisse de solidarité nationale », où Ben Ali, de notoriété publique, piochait allègrement - et un autre gréviste, à propos de l'absence de contre-institutions autogérées, que « tout Tunisien abuse du pouvoir... Même moi, si j'ai du pouvoir, quel qu'il soit, j'en abuse-rai. C'est comme ça, c'est tout... ». Ce dernier propos, pourtant émanant d'une catégorie très pauvre, exprime bien ce sentiment diffus mais percep-tible qui grève toute perspectives de mouvement uni.

La seule perspective de changement

Ces traits ont de quoi surprendre auprès de ceux-là même qui, quelques semaines plus tôt, forçaient l'admiration du monde entier en rivalisant de courage et de dignité, de générosité mutuelle et de fraternité incondition-nelle sous le sifflement des « cartouches » des policiers puis des miliciens. On retrouve pourtant ces attitudes au sein de la population dans son en-semble : une envie profonde de voir les conditions de vie s'améliorer avec la conviction profonde que cela ne pourra se faire qu'avec de bons diri-geants (le récent retour en grâce de Bourguiba est symptomatique) - mais si ceux-là s'avèrent corrompus ou incompetents, le peuple les « dégagera » comme il a « dégagé » Ben Ali... Le modèle du soulèvement fait para-digme, et s'incarne concrètement dans les mobilisations successives autour de la Kasbah.

Cette position générale très répandue nous semble à la fois fertile (elle ouvre des discussions interminables sur la démocratie directe et le contrôle des délégués ou élus), prometteuse (le processus dont elle est issue semble travailler une population en éveil politique) et très insuffisante. Elle paraît, en tous cas en tant que telle et aux yeux de beaucoup, une posture héritée de l'expérience historique d'un despotisme pluriséculaire (occupation chré-tienne, musulmane, ottomane puis française puis les despotes locaux), face auquel les réponses ont toujours été ponctuelles et insurrectionnelles, sans jamais changer volontairement le mode d'exercice du pouvoir. Ce modus vivendi est sans doute remis en cause aujourd'hui, et c'est tout l'enjeu du moment. Car au-delà de tout ce que

l'histoire politique nous enseigne sur les grands mouvements populaires, les révolutions et leurs suites, il y a la réalité tunisienne actuelle, qui semble difficilement compatible avec de fréquentes et importantes mobilisations : une lourde tradition de stabilité et de calme garantis par le pouvoir et instamment demandés par la société entière ; la reconduction locale de tous les mécanismes capitalistes locaux et internationaux exigeant une continuité ; les profondes divisions géographiques, sociales et économiques qui morcellent la société ; l'omniprésence de formations politiques sans scrupules et manoeuvrières ; les multiples courants islamistes apparaissant de fait comme le dernier recours de l'impuissance ; et, par-dessus tout, l'inexistence d'un projet, même diffus, d'une autre société, soit d'un espoir permettant de passer outre tous les dangers, comme l'a été une Tunisie sans Ben Ali. Que le gauchisme de tous les continents en soit à valoriser cette position qui peine à dépasser la personnalisation de l'autorité et son miroir contestataire, ou sa variante contemporaine, l'oligarchie inamovible et ses contre-pouvoirs, ne montre que le degré de régression de la praxis révolutionnaire, réduite à un « révoltisme » fondamentalement incapable de changer les rapports de pouvoir donc la relation qu'entretient une société avec elle-même (11).

Peut-être cette option exprimant les tâtonnements d'une société qui vient juste de se (re)découvrir comme telle, de découvrir pratiquement les oppositions de classes et d'intérêts, portera-t-elle ses fruits : mais elle ne pourra le faire, d'après les premiers intéressés, qu'en changeant de registre pour instaurer d'autres postures que celles dont il était questions chez les collectifs en lutte, et que tous les Tunisiens rencontrés expriment, indépendamment, sous le même vocable : « l'esprit arabe », qui serait fait d'opportunisme, de duplicité et de résignation. Mais ce qui pourrait être une hyper-lucidité (qu'on aimerait voir à l'oeuvre notamment chez les Français...) verse immédiatement dans un auto-dénigrement qui pousse beaucoup de « gens de la rue » à considérer généralement que « la démocratie, ce n'est pas pour nous, en tous cas pas avant longtemps... ». Cette conviction auto-réalisatrice, qui veut ignorer des ressources anthropologiques autrement plus fertiles des sociétés traditionnelles desquelles a surgit l'insurrection, semble le principal obstacle pour qu'émerge dans le pays un projet d'auto-nomie susceptible de durer : vouloir une société démocratique, c'est vouloir un individu démocratique et réciproquement - vérité aveuglante à laquelle se mesurent nombre de Tunisiens, mais que les sociétés occidentales ne veulent plus savoir, espérant vainement que leurs quelques institutions éгалitaires se maintiendront sans renouer avec la tumultueuse histoire dont elles sont pourtant issues.

IV - Organisations politiques

Ce sont bien entendu les organisations politiques qui remplissent derechef le vide laissé par le retrait du peuple de la sphère publique, les sièges du pouvoir s'annonçant vacants dans un futur proche.

Une myriade de partis

C'est ainsi le cas des « comités de protection » des quartiers, qui en disparaissant ont laissé place un peu partout à des groupes de militants gauchistes constituant des « comités révolutionnaires » et qui cherchèrent dans cette confusion la source de légitimité populaire qui leur manque si cruellement. Trotskyistes, staliniens, maoïstes, nationalistes, baasistes et nassériens se fédérèrent en quelques jours sous le nom de « front du 14 janvier », puis s'associèrent aux intégristes d'Ennahda, à l'UGTT et à quelques formations réformistes (avocats, juges, droits-de-l'hommes) dans le « Conseil National de Protection de la Révolution ». C'est ce dernier qui organisa, notamment en dépêchant des cars, les grandes manifestations dites de la « Kasbah » qui centralisèrent surtout à Tunis un réel mécontentement éclaté nationalement : ce mouvement d'envergure anti-RCD était extraordinairement hétéroclite, et le beau cri « Ni partis politiques ni cellules destouriennes : c'est la révolution des jeunes ! » côtoyait le plus intéressé « Des vrais partis, pas des partis en carton ! », tout autant que les graffiti qui demeurent sur les murs offrent autant de slogans pan-arabistes ressuscités des années 70 que d'inusables « Allah akbar »... A noter un contre-mouvement parallèle, mineur mais significatif de la fin de l'unanimité du soulèvement, porté par les classes aisées, et baptisé « La Coupole » (12), proclamant que « La Kasbah n'est pas le peuple »..

Les écuries politiques sont donc toutes en pleine restructuration et les carrières se rêvent à voix haute. Aujourd'hui, parmi la soixantaine de partis déclarés - dont le nombre augmentera encore d'ici les élections prévues le 24 juillet - qui ne suscitent jusqu'ici que méfiance et circonspection au sein du peuple, existent quatre grands ensembles. Le premier, conséquent, re-groupe les formations très « bourgeoises », qui fleurissent à foison, aux noms interchangeables et insipides, tout autant que leurs programmes - et dont les partisans ne dissimulent même pas l'intérêt strictement pécuniaire de l'entreprise. Le second est composé des anciens fidèles de Ben Ali, qui ne s'annoncent bien évidemment pas comme tels, et dont beaucoup sont également disséminés dans les autres partis. Le troisième est constitué des diverses variétés de gauchistes et de nationalistes arabes et le quatrième de l'extrême-droite religieuse (notamment salafistes), dont plusieurs partis n'ont pas été autorisés. Bien entendu, la plupart ne sont que de simples marchepieds pour le pouvoir et les alliances les plus improbables se font et se défont au fil des multiples occasions, sans grands dommages pour le corps des doctrines réciproques, qui ne sont chacun que de savants dosages de ces quatre ensembles (13).... Ces amateurs de jeux politiques hasardeux à plusieurs bandes sont très à mêmes d'instrumentaliser les mouvements po-pulaires actuels et futurs, ce qui ne fait bien entendu qu'entériner la confu-sion qui entoure les cortèges, et la paranoïa de la population.

L'extrême-droite religieuse

Le Tunisien de la rue le sait bien, qui cache son fatalisme face à cette débauche de carriérisme « de fonction » et de corruption endémique der-rière un « de toute façon, on ne les connaît pas »... Dans les discours quoti-diens, une formation pourtant revient fréquemment, Ennahda, et sa mou-vance, l'extrême-droite religieuse, attire toutes les attentions. C'est qu'il s'agit là de la seule école politique profondément ancrée dans la société, avec certainement plusieurs dizaines de milliers de militants (dont tous ceux qui entrent au pays depuis trois mois), et également la seule qui ait payée un tel tribut au régime de Ben Ali, avec plus de 30.000 incarcéra-tions, répression dont elle retire naturellement un certain crédit, y compris au sein des classes les plus aisées. En janvier, les islamistes profitèrent du soulèvement pour remplacer les imams dans toutes les mosquées du pays et bénéficient donc aujourd'hui, à travers des prêches hebdomadaires, d'une implantation et d'une influence nationale massive, sans parler de leur enra-cinement dans les universités, notamment les cursus scientifiques et médi-caux. Forts de leur réelle représentativité, les islamistes présentables, le parti Ennahda est omniprésent sur les plateaux de télévision - Al Jazeera les choie - et bien entendu dans toutes les institutions officielles actuelles. Les militants de ce courant semblent également avoir pris le contrôle des salles de sport, où ils recrutent et forment au combat de rue. Comme toute extrême-droite, le recours à la violence et à la terreur est depuis longtemps un de leur fondamentaux, et la chute du régime leur a donné l'occasion de le montrer : la rue A. Conech, lieu de prostitution légale dans la Médina de Tunis, a été brutalement vandalisée (on compte des blessées) ; plusieurs manifestations pour la laïcité ont été violemment attaquées et dissoutes à Sfax et à Tunis par des escadrons pourtant en infériorité numérique ; des réunions politiques publiques sont quasiment annulées (comme celle sur la « démocratie directe » avec G. Naccache, fin mars) ; des manifestations très intimidantes sont organisées et on rapporte de fortes pressions sur les fonctionnaires, principalement féminins, voire auprès de passantes non-voilées. Quatre « Khalifes » autoproclamés promettaient l'instauration du califat et de la charia dans quatre villes du pays (Ras Jedir, Ben Guerane, Kasserine et Menzel Bourguiba), et des affrontements à coups de pierres et gourdins avec la population ont lieu, comme à Kasserine. Nos camarades se font menacer de mort, dans la rue et nommément sur Internet. Face à un tel déferlement de violence depuis trois mois, les Tunisiens et surtout les Tunisiennes résistent, fiers d'une laïcité activement conquise depuis les an-nées 30 mais qui reste associée aux mesures autoritaires de Bourguiba. Ils et elles poussent les appareils politiques à cesser leurs alliances précipitées avec Ennahda, qui joue talentueusement le rôle de la modération et argue, non sans raison, qu'une foule d'autres problèmes cruciaux se posent. Le gouvernement provisoire actuel semble ménager la chèvre et le chou, alors que le conflit déchire souterrainement la société tunisienne depuis des décennies. Les dernières mesures très laïques prises par le gouvernement laissent penser qu'il n'est pas impossible que le partage instauré depuis trente ans dans les pays arabo-musulmans - la rue aux intégristes, le pouvoir aux autres - pourrait très bien, sous des apparences éventuellement rassurantes, prévaloir à nouveau. Le comportement des « modérés » laisse croire qu'ils parient sur le pourrissement de la situation politique et sociale.

Ce tableau jure fortement avec les « informations » et les « analyses » courantes d'aujourd'hui : c'est sans doute que nous et nos camarades n' avons aucun intérêt à masquer et à dissimuler les réalités désagréables et dangereuses que vivent les gens de la rue, sans parler des militants politiques. Notre regard tranche également avec toute la littérature gauchisante franco-française qui ne cesse de faire preuve depuis de très longues années d'une trouble et effrayante complaisance vis-à-vis de l'extrême-droite musulmane, pourtant en offensive permanente autant dans ces lointains pays exotique (14) que dans les non moins lointains et exotiques quartiers populaires des grandes villes françaises. On ne peut que se réjouir de l'absence des islamistes en tant que tels dans le soulèvement tunisien, malgré des tentatives autour des hommages aux « martyrs ». Mais il est étrange que ceux qui se réclament des révolutions de l'histoire en oublient la première leçon, à savoir que les révolutions appartiennent rarement à ceux qui les font, février 1917 en Russie ou 1978 en Iran, au hasard, et qu'ils en sont, indiscutablement, les premières victimes. Sans doute faudrait-il un jour s'attarder plus longuement sur les fondements de ces contradictions en cascade dont regorge le « prêt-à-penser » gauchiste qui apparaissent dès que la réalité mouvante sort un peu trop des clous idéologiques. Notons ici simplement le rapprochement frappant entre les attitudes des militants d'extrême-gauche d'ici et de là-bas, avec, bien entendu, les magnifiques résultats que l'on vit, le plus évident étant une confusion mentale généralisée sans précédent qui profite, bien entendu, aux dogmes les plus brutaux, qu'ils soient diabolisés ou banalisés.

La diffusion massive de ces dogmes dans les sociétés aussi bien française que tunisienne n'est en rien conjoncturelle : elle est le symptôme de l'incapacité des idéologies dites « de gauche » à appréhender les dynamiques globales depuis plus d'un demi-siècle. Ainsi le discours du partisan islamiste lambda dans les rues de Tunis est-il d'une rare lucidité quant à la réalité décrite, même s'il n'est pas nouveau, on pourrait le résumer ainsi : « L'occident, on le connaît, aujourd'hui : beaucoup de Tunisiens connaissent la France et même l'Europe. L'occident est fatigué : vous ne croyez même pas à vos propres valeurs ! Vous avez quitté votre religion, qui était mauvaise, mais sans la remplacer par la bonne ! Aujourd'hui, l'occident ce n'est plus que les magouilles et surtout la folie : regardez Fukushima... L'occident est en train de tuer tout le monde, parce qu'il a atteint ses limites. Il est en train de vivre le chaos. Il y a une limite à la vie : on va mourir. Et l'occident refuse cette loi de la Nature : alors il s'écroule. Nous, nous voulons un retour aux fondamentaux, les nôtres : les Arabes n'ont pas la démocratie dans le sang, ils ne sont biologiquement pas faits pour ça, ce n'est pas dans leurs gènes : regardez l'histoire ! Nous ne voulons pas de toute cette technologie qui détruit le monde et perverti les gens : cet avenir est suicidaire. Il n'y a plus de solutions que dans le passé, dans la tradition : il faut à la Tunisie un pouvoir fort pour mettre les gens sur le droit chemin et surtout poser les limites. L'homme a besoin de limites. Les gens le savent : ils ne demandent pas la démocratie, mais un bon gouvernant. Mais c'est quoi un bon gouvernant ? En tous cas, ce n'est pas quelqu'un de la gauche, quand on voit ce qu'ils ont fait dans le passé, même ici... Un bon gouvernant, c'est quelqu'un de droit, d'honnête, de consciencieux, qui s'entoure de bonnes personnes, dont on sait ce qu'il pense, etc. Quelqu'un de moral, quoi. Eh bien, ce sont les valeurs de l'islam, ça, le seul et vrai Islam, la seule référence commune à tous les Arabes. Un bon gouvernant, c'est un bon musulman, c'est tout. Et tout le monde le sait. »... C'est certainement le discours politique « de rue » le plus surprenant et le plus percutant, même si le programme affiché des partis des « khouenjis » n'a rien de consistant à proposer face aux problèmes concrets du pays (économie, écologie, social...). Ni l'instauration de la Charia ni le retour du Califat n'enchantent le peuple tunisien, mais qui osera dire que ces questions, que seul pose l'islamisme, sont sans aucun fondement ?

4 - Mises en perspective

L'explosion tunisienne a créé l'onde de choc que l'on sait, et dont les conséquences géopolitiques, même à court terme, sont totalement imprévisibles. On peut par contre tenter de replacer l'événement dans son contexte pour en dégager les principales tendances.

Dualité fondamentale des mouvements « vers la démocratie »

Le soulèvement tunisien porte en lui deux mouvements contradictoires, dont la ligne de fracture suit grossièrement

les divisions importantes de la société : découpages de classe, d'âge, de région. Dans les pages qui précèdent, il a été peu question du principal mouvement, vainqueur, celui qui ne veut que se satisfaire des acquis de l'insurrection, effectivement inestimables, et qui rencontre la totalité de la société dans son projet implicite d'aligner le pays sur le modèle occidental oligarchie-économie « de marché ». C'est le sens d'ailleurs de la position provocatrice d'Al Jazeera, et sans doute de beaucoup de contestations actuelles dans les pays autoritaires : le despotisme gêne aussi la libre circulation des capitaux. Le second mouvement, dans lequel nous nous reconnaissons, fait porter la contestation au-delà du simple refus des abus du pouvoir, semble percevoir confusément les multiples implications que renferme son mot d'ordre initial « Travail, liberté, dignité ! » et pourrait tendre à une remise en cause de l'organisation de la société elle-même. Mais dans son combat salutaire, il ne rencontre pour l'instant aucun allié, et, bien plus grave, ne se rencontre pas lui-même. Il ne rencontre même plus en Europe et, a fortiori, en France, ce mouvement d'émancipation plusieurs fois centenaire dont il essaie de reprendre à son compte, le sachant ou non, les « trésors des révolutions » dont parlait Arendt. Pourra-t-il non seulement les reprendre, mais surtout les réinventer, de là où il est, pour éclairer en retour un monde qui s'enfoncé dans la nuit, comme l'Europe a su, à un moment qui semble au-jour'd'hui bien lointain, faire sien l'héritage grec antique ?

Les peuples tunisien et égyptien, et a priori tous ceux des pays arabes dont les régimes sont en sursis, semblent plutôt suivre sur bien des points des voies déjà tracées par les décolonisations du « Tiers-monde » des années 50-60, la chute des dictatures en Europe du sud au milieu des années 70, l'effondrement du bloc de l'est au début de la décennie 90, et depuis, les multiples changements de régimes aux quatre coins du globe. Ces soulèvements dessinent un mouvement qui tend à homogénéiser, de par l'action des peuples eux-mêmes, les régimes politiques et les modes de « développement » (en négligeant dorénavant la variante marxiste-léniniste, souvent sanguinaire). Il est indécent de bouder, comme le font en catimini ou crânement les auto-proclamés « révolutionnaires », l'instauration de la liberté d'expression, de réunion, de déplacement, d'instruction, etc. arrachées, toujours et partout, par les efforts incessants d'une multitude d'hommes et de femmes luttant et mourant anonymement dans l'ombre, pour que quelques mots qui ont, à un moment, éclairé l'humanité, ne se perdent pas dans la fureur de la barbarie. Ceux qui parlent de « droits formels » ou de « révolutions bourgeoises » seraient simplement fusillés là où ceux-ci n'existent pas. Mais il est tout autant irresponsable de s'aveugler, et d'aveugler, devant la course à l'abîme dans laquelle le modèle occidental entraîne le monde entier par la folie de l'accumulation, de la puissance et de la destruction qu'il a lui-même déchaînée - course à la consommation, au divertissement et à l'illimité devant laquelle s'effrayent instinctivement les peuples de tous les continents mais à laquelle ils refusent énergiquement de ne pas participer. Et c'est justement cette imbrication historique entre ces deux pôles, l'émancipation d'un côté, la recherche illimitée de la puissance de l'autre, qu'il s'agirait de dénouer pratiquement. Situation complexe, facilement fuie dans les multiples contorsions idéologiques qu'elle secrète, et surtout situation pénible, qui nous fait parler d'un point de vue qui n'est plus qu'évanescence.

La direction prise pour l'instant par les événements dirige le peuple tunisien vers le modèle « démocratique » occidental, le mode de vie qu'il implique, et le « développement » qu'il porte organiquement, son obsession de la « croissance » et la « mentalité » qu'il véhicule. Discuter de cette voie, c'est parler à la fois des déchirures que les sociétés « riches » connaissent déjà, des apories propres au Maghreb, et des changements mondiaux qui s'avancent inexorablement.

Un capitalisme sans garde-fous

Il y aurait d'abord les effets des mécanismes capitalistes, déjà largement en place depuis des décennies, et qui ne pourront que se « fluidifier » depuis le départ de l'autocratie maffieuse de Ben Ali - Trabelsi. Les « libéralisations » de l'économie - jargon qui ne recouvre que la simple dissipation de tous les obstacles à l'appropriation - vont évidemment continuer de plus belle, avec la bénédiction de toutes les instances internationales. Avec cette mise aux normes de l'oligarchie, les injustices sociales et économiques vont évidemment continuer à s'accroître comme partout, renforçant les inégalités déjà criantes entre classes mais aussi entre régions, que les Tunisiens ne voulaient pas voir jusqu'ici. La grande inconnue sera évidemment l'attitude des classes populaires qui sont à l'origine

du soulèvement et qui ont déjà en tant que telles commencée un rapport de force avec les couches sociales aisées autant qu'avec celles lumpenisées. Ici certains convoquent bien entendu le schéma marxiste et mettent leurs espoirs dans une « révolution prolétarienne » : ce décalque abusif du schéma européen de la période classique est évidemment fidèle à Marx. Mais il fait l'économie d'une des principales leçons du XXe siècle, qui a vu l'ensemble de la société abdiquer ses idéaux révolutionnaires de justice et d'égalité pour s'aligner sur le désir d'accession individuelle aux signes de richesse des possédants, privant les mécanismes capitalistes d'une régulation qu'il connaissait depuis son apparition. En Tunisie, quelle sera l'attitude des jeunes, des chômeurs, des ouvriers, des paysans, des artisans, qui ne bénéficient d'aucun héritage d'un mouvement ouvrier fort et profondément égalitaire, et pour lesquels le modèle français représente d'abord, et non sans raison, le rêve de la réussite sociale individuelle, soit l'accès sans limite aux promesses de la société de consommation ? La réponse est d'autant moins évidente que la confusion mentale qui règne dans les pays « développés » fait miroiter cette dernière comme la seule sortie possible du dénuement matériel, lui-même identifié à la frustration de ne pas bénéficier du même pouvoir d'achat que la strate sociale immédiatement supérieure.

Un mouvement de fuite généralisé

Il y aurait ensuite, justement, le changement anthropologique qu'exige la fin de l'autoritarisme, du népotisme et de la corruption, profondément ancrés dans toutes les sphères de la société tunisienne. Evidence que les Tunisiens se répètent à l'envi, et que les médias transforment en appel à la « patience », puisque la « démocratie française a mis 150 ans pour devenir effective », occultant sciemment le fait que cette période est certainement la plus agitée de l'histoire française, celle où le peuple, ne comptant que sur lui-même, n'a cessé de se mêler de ses propres affaires, défiant, et souvent défaisant violemment, tous les pouvoirs en place, et surtout se transformant lui-même en profondeur. Mais le contexte contemporain est profondément différent. N'en citons qu'un aspect : au déclin intrinsèque de la culture arabo-musulmane depuis des siècles s'est ajoutée l'acculturation provoquée par la colonisation franco-italienne, qui a été non seulement particulièrement stérile d'un point de vue politique, mais dont les traces sont proprement schizophréniques, puisque les comportements dont les Tunisiens veulent se débarrasser sont ceux-là même qu'impose aujourd'hui l'oligarchie mondiale (15). La pente descendante de l'occident semble croiser celle des pays qui sortent de modèles traditionnels autour de cet axe vertical qui hiérarchise les revenus et les pouvoirs : l'ascension permanente à laquelle aspirent désormais toutes les classes tend à constituer le ciment social. C'est sans doute là le drame de toutes les « démocratisations » du monde, qui cherchent à instaurer des valeurs qui n'ont déjà plus cours dans un occident sombrant dans l'insignifiance. Face à cette impasse confusément perçue (des Tunisiens, largement revenus des expériences dites « socialistes » du pays évoquent la paralysie belge comme un modèle possible...), il existe une porte de sortie, qui en est littéralement une : l'émigration. Phénomène ancien, profond, massif, qui fausse toute la vie sociale, politique et culturelle tunisienne, et dont le caractère émancipateur qui a pu être le sien à une époque masque aujourd'hui le principal mobile : la fuite d'une société ressentie comme inaltérable par toutes les classes, tous les milieux, toutes les classes d'âge, y compris les milieux politisés. Le débarquement en Europe, courant février, des sbires de Ben Ali fuyant la colère populaire (et qui organiseront certainement la contre-révolution à partir du sol français) ne peut masquer un des aspects les plus décourageant des événements tunisiens : le débarquement à Lampedusa de milliers de Tunisiens, qui n'attendent même pas les premiers déboires d'un peuple qui se cherche, comme on a vu des leaders de la décolonisation émigrer dans l'ex-métropole dès l'indépendance gagnée... Fait singulier, il semble que le milieu lycéen, certainement le plus entreprenant et le plus prometteur du point de vue des luttes menées, soit également celui où les candidats à l'émigration sont les plus nombreux, sinon les plus intrépides.

Entre archaïsme et nihilisme

Il y a, de manière strictement complémentaire, la religiosité populaire millénaire aux multiples et désagréables facettes auxquelles se cognent, et se cogneront encore longtemps, les principes mêmes du soulèvement tunisien. Mais le tâtonnement du pays, et du reste du monde dit arabo-musulman, n'est plus pris, comme on le dit bêtement, « entre tradition et modernité », tel qu'il pouvait être incarné par Bourguiba ou Atatürk, mais bien entre archaïsme et

nihilisme. Archaïsme parce qu'il ne s'agit pas tellement de pratiques traditionnelles qui demeureraient, mais bien d'une crispation récente (les Frères musulmans sont nés dans les années 20) suivie d'une contre-offensive victorieuse proprement réactionnaire qui date partout de la seconde moitié du XX e siècle et des années 70 pour la Tunisie - c'est en-core plus clair pour l'apparition de pratiques religieuses inédites chez les immigrés en Europe, dont l'attitude interlope face aux soulèvements méridionaux mériterait d'être décryptée. Nihilisme ensuite parce que ce qu'on appelle la « post-modernité » n'est que la rationalisation de la disparition de cette modernité occidentale, ou plutôt de l'épuisement de son élan historique, caractérisée par une auto-critique sans concession couplée à une incantation incessante de ses propres valeurs, identités et institutions. Pas plus qu'on ne comblera le vide spirituel d'un « athéisme consumériste » avec la bigoterie agressive, on ne peut contrecarrer le retour en force de l'obscurantisme à coup de gadgets existentiels. Les islamistes ne le savent que trop bien, qui écrivent et vendent dans les librairies de Tunis de longs opuscules prenant comme incarnation de l'ennemi un des plus dignes représentants de la vacuité occidentale, et principal maître à penser de la bourgeoisie intellectuelle tunisienne : Michel Foucault. Cette extrême-droite religieuse a certes perdu de son attrait depuis la révolution iranienne (où d'ailleurs ce triste sire s'est brillamment illustré en chantant les louanges du chiisme) ou le drame algérien qui a suivi. Mais elle constitue une force capable d'orienter efficacement la frustration et le ressentiment populaires, qui ne manqueront pas de frapper une jeunesse nombreuse et impatiente, vers l'insupportable bouc-émissaire, Israël - qui ne manquera pas d'en jouer. Des tentatives de ce type ont déjà lieu, et elles se multiplieront avec l'accumulation des difficultés rencontrées. Un tel exutoire apocalyptique, s'il venait à rencontrer une adhésion importante, signifierait non seulement l'impossibilité de régler humainement la question « israëlo-palestinienne », mais surtout sonnerait, plus simplement, la fin de l'espoir porté par les soulèvements arabes.

L'incertitude de l'avenir

Enfin, il y a les grandes tendances mondiales signalées au tout début de ce texte, qu'on ne peut qu'évoquer et d'abord parce qu'elles ouvrent sur un inconnu comme l'humanité en a rarement vécu : crise « économique », fin « physique » de l'abondance pétrolière et crises alimentaires, ou plutôt agri-cales, conséquence des deux facteurs précédents augmentés du désastre écologique. Un exemple très concret permet d'en prendre la mesure : il a été dit que Sidi Bouzid, le village de M. Bouazizi où les premières manifestations ont éclaté, appartient à une région « déshéritée », et cela est vrai littéralement. Ce gouvernorat n'est en rien sous-développé, il a été au contraire surdéveloppé au cours des cinq dernières décennies, en passant violemment de systèmes traditionnels pastoraux à une culture intensive et irriguée de céréales et de vergers¹⁶. Les conséquences sont sans surprises, tant d'un point de vue agronomique (épuisement des sols, abaissement des nappes phréatiques, morcellement du couvert végétal, appauvrissement génétique, pollutions...) que social (autoritarisme institutionnel, confiscation des terres, uniformisation des pratiques, dislocation des liens sociaux, chômage et émigration, disparition des savoirs locaux...), et l'effondrement des rendements ont poussé les « autorités responsables » à finalement abandonner à elle-même la zone ravagée, il y a plus de vingt ans. C'est cela, ce qu'on appelle « le développement » et c'est cela, aussi, qu'on appelle « la pauvreté » - et ce ne sont certainement pas les miraculeux crédits pour la région courageusement débloqués par le gouvernement provisoire le lendemain même de la fuite du dictateur (le 15 janvier !) qui vont améliorer la situation... Face à cela, et aux incertitudes profondes provoquées par le changement climatique en cours particulièrement sensible en zone aride, il n'y a, ici comme ailleurs, de solutions toutes faites, et les enjeux d'une démocratie véritable n'en sont que plus aigus : une science libérée de ses lobbies capable d'appréhender la réalité mouvante d'écosystèmes en mutation ; une agriculture affranchie du productivisme et de la pétrochimie, susceptible d'accuser une pression démographique momentanément importante ; une population pouvant délibérer lucidement des choix à faire à partir de sa réalité vécue et inventer une vie vivable dans une relative sobriété. Les conditions de vie dans toutes les régions du globe risquent de changer radicalement dans les décennies à venir, indépendamment de toute option des « gouvernants ». Ce qui est requis dépasse de loin le seul renversement d'une dictature, même si ce renversement en constitue certainement le préalable.

L'avenir de la Tunisie n'est écrit nulle part. Ce qui est certain, c'est que les petits jeux dangereux auxquels se livrent déjà les partis gestionnaires, les islamistes, l'armée, les gauchistes et les diplomaties occidentales se multiplieront au rythme des grandes difficultés qui se profilent. Ils ne pourront être brisés que par un mouvement populaire mûr et déterminé, coupant court avec les compromissions tactiques comme avec les mirages arrivistes. La « révolution tunisienne » a annoncé la fin d'un monde, et le peuple tunisien, incroyablement lucide, nous dit que celui qui vient, en plus d'être particulièrement incertain, est encombré pour chacun d'entre nous, qui que nous soyons, d'un lourd passé, et ne peut être affronté qu'à mains nues. Certains ne croient que dans les mois, ou les petites années à venir, printemps éphémère comme le pays en a déjà vécus. La plupart des gens rencontrés sont moins désespérés : ils parlent d'un arbre à faire pousser, d'un bébé à faire grandir, d'une urgence à faire taire pour démarrer un nouveau siècle, que rien n'annonce chantant. Chacun sait ce que le despotisme brutal ou l'extrême-droite religieuse gagne à chaque nouvel échec en ce sens, et que le sauve-qui-peut est, pour quelques temps encore, la réponse face aux troubles présents et surtout à venir.

Les nôtres, ceux que nous côtoyons comme ceux que nous ne connaissons pas, viennent de gagner le droit de penser, de parler, d'aller et d'écrire, et nous avec. Ils savent que le travail à faire ne finit pas avec le renversement d'un régime, mais commence avec la transformation d'une société. Ce qui nous attend, des deux rives, n'est certainement pas une nouvelle révolution, et ceux qui la prônent sans égards pour les réalités n'inspirent autour d'eux que méfiance et suspicion : rien, jamais, n'a forcé quiconque à l'auto-nomie et face à l'oppression, un peu partout, ce sont d'autres choix que les nôtres qui sont fait. Ce qui nous semble requis, c'est la construction, longue et patiente, ingrate et incertaine, de ce courant de pensée et d'action qui nous a faits tels que nous sommes et surtout tels que nous voulons être ; des hommes et des femmes conscients de leurs limites comme de leurs forces, désirant la justice et la liberté, susceptibles de regarder sans fard ce qui existe car capables de le changer.

Aucun peuple au monde n'a besoin d'idéologue, de prophète ou de kami-kaze, de moine-soldat ou de démagogue, mais d'individualités et de communautés qui, sachant ce qu'elles sont, se donnent les moyens d'œuvrer à la renaissance d'une véritable création historique qui sortirait l'humanité des impasses dans lesquelles s'engouffre notre sombre époque. C'est donc aux gens que nous sommes de décider si le mot d'ordre, « Dégage ! », évidemment évocateur en France depuis l'élection de 2007, marque le début d'une responsabilisation des populations de la planète ou le signe annonciateur que la sortie forcée de la société de consommation telle qu'elle se profile est trop insupportable aux populations mondiales qui chercheraient, en vain, de bons gouvernants capables de la restaurer. On ne peut que se réjouir d'un réveil populaire qui se manifeste un peu partout, mais on ne peut que s'inquiéter s'il ne promeut pas le gouvernement de tous, qui, s'il n'a bien sûr rien de naturel ni d'inéluctable, n'en constitue pas moins la seule issue humaine aussi loin que nous puissions voir.

Collectif Lieux Communs

Mars - avril 2011

Notes

1 On lira, à partir des mêmes principes et perspectives, la brochure « Octobre 2010 - Une lutte à la croisée des chemins » sur le mouvement social français contre la ré-forme des retraites, sur le site www.magmaweb.fr rubrique Brochures. De nombreux points concernant l'évolution et la situation en Europe, et plus généralement en occident, trop vite évoqués tout au long de ce texte, y sont plus amplement développés.

2 La littérature sur le sujet est abondante. Citons les textes de Leroi-Gourhan, J. Ellul, L. Mumford ou encore le très dense article « Technique » de C. Castoriadis paru dans L'Encyclopaedia Universalis de mars 1973, repris dans « Les carrefours du Labyrinthe I », Seuil, 1978.

3 On lira le très beau pamphlet contre la doctrine des « réseaux » pseudo-subversifs de G. Châtelet « Vivre et penser comme des porcs », Folio, 1999

4 Rassemblement Constitutionnel Démocratique, parti de l'ex-Président, dissous officiellement début mars, anciennement membre de l'Internationale socialiste. Les lo-caux du parti ont été saccagés très tôt.

5 ... pendant que la bureaucratie syndicale locale évaluait posément la situation derrière la porte fermée à double tour de l'étage supérieur, comme c'est arrivé à Bizerte...

6 On lira par exemple, « Notes sur la commémoration », paru dans le mensuel Courant alternatif hors-série n°13, avril-mai 2008, disponible sur notre site, ainsi que nos échanges avec l'auteur, J.F Narodetzki, « Mai 2008 : quelles leçons tirer de Mai 68 ? », dans la rubrique Nos textes>Correspondances.

7 « La source hongroise », 1978, C. Castoriadis - disponible sur notre site rubrique Bro-chures.

8 Le caractère presque uniquement maffieux des structures étatiques importées (dans le « tiers-monde ») et / ou dégénérées (en occident) apparaissant là dans tout son éclat morbide, ce dont témoigne sa collusion, au moins objective, avec une partie au moins des voyoucraties locales dont les principaux caïds ont aujourd'hui mystérieusement disparu de certains quartiers, immédiatement remplacés par leurs subalternes.

9 On lira, à propos de ces scolarisés, nos « entretiens avec des éducatrices », parus dans notre brochure n°17 « Les soulèvements arabes face au vide occidental », première partie, disponible sur notre site.

10 Ce qui montre encore une fois que le « lien social » que l'on s'escrime à « restaurer » en France ou ailleurs n'implique en rien une politisation proprement dite. Toujours est-il qu'il est la condition sine qua none de toute démarche politique collective.

11 C'est à cela que revient, au fond, toutes les hautes considérations de nos penseurs tels que M. Foucault, A. Négri, J. Rancière, etc... (notons que ce dernier a récemment flé-chi sa position en découvrant la « démocratie directe »). Seul l'inénarrable A. Badiou envisage autre chose qu'une succession de révoltes : la relecture collective du Petit livre rouge du plus grand massacreur de l'histoire de l'humanité, Mao Zedong. Sur ce sinistre clown, on lira « Les habits neuf d'A. Badiou », de S. Denieul, Revue « L'autre côté » n°1, 2009. Pour les autres, cf. notre site.

12 ...en référence à son lieu de réunion lors de Kasbah II, la Coupole, du quartier résiden-tiel de la Menzah.

13 On vérifiera ici une fois de plus, s'il en est encore besoin, la proximité structurelle du mode de pensée « marxisant » avec les catégories religieuses : adoration de prophètes et de saints, liturgies et tabous, exégèse infinies rendant imperméable au démenti des faits, providence in fine bienveillante permettant toutes les contorsions « tactiques », etc.

14 Ainsi, on lira, un exemple entre mille, à la fin d'un édifiant reportage de « Tintin à la Kasbah » paru dans le journal humoristique CQFD n°87 du mois de mars : « (...) La presse se régale du moindre incident provoqué par les islamistes radicaux. Des cris hostiles contre une synagogue ou l'attaque contre une maison close - légale - au centre de la Médina donnent l'occasion aux médias d'insister sur les risques de « dé-rives », espérant assimiler, à la mode occidentale, toute poussée contestatrice à l'isla-misme radical. Rares sont ceux qui succombent à cette propagande. « C'est un faux débat, dit Ounss. La Tunisie est arabe et musul-mane. La politique n'a rien à voir avec la religion qui est et reste un choix personnel. C'est notre culture. Les gens qui mani-festent pour la laïcité font le jeu de cette

intoxi-cation. La laïcité ? C'est totalement abstrait. Il y a des questions plus urgentes et im-portantes aujourd'hui. La transpa-rence en est une ! » Où sont passés les miliciens et leur chef ? Que fait le gouverne-ment transitoire ? Qui donne l'ordre de tirer ? Quels sont les RCDistes toujours aux commandes des institutions encore en place ? Qui di-rige la police ? Autant d'interro-gations qui agitent les esprits et nourrissent la co-lère. » Les intéressé(e)s apprécieront le caractère « totalement abstrait » de la laïcité en Tunisie... Comme d'habitude, il suf-fit de transposer les faits et les termes en d'autres lieux (imaginez un escadron de ca-tholiques intégristes agressant les prostituées de la rue Saint-Denis à Paris le lende-main d'une insurrection et un Français déclarant à un touriste tunisien que cela est « culturel »...) pour mesurer tout le paternalisme colonial, l'assignation identitaire et l'injonction militante (« Qui dirige la police ? ») charrié par le propos de notre dhimmi qui croit, courageusement, renvoyer toute posture anti-reli-gieuse (qui ne peut qu'être celle du « blanc », bien entendu) dans les cordes en natura-lisant l'extrême-droite lo-cale... Ô Arabie ! Ta brutalité est si authentique, ton anti-occi-dentalisme est si beau !

15 Cf. « Le coup d'Etat feutré » de S. Johnson sur notre site.

16 Etude stratégique sur le développement durable et agriculture dans les cinq gouver-norats de Gabes, Sidi Bouzid, Nabeul, Le Kef et Bizerte / CNEA / Rapport définitif de la 2ème phase : Cas du Gouvernorat de Sidi Bouzid, 2007 (com. pers.)